

# Comment sauver le bateau à la dérive

Récemment, un chef d'entreprise déclarait qu'après les trente glorieuses, nous avons vécu les trente piteuses, et sommes devant les trente douloureuses (pour rembourser la dette). Problème : elles pourraient être aussi les trente violentes.

Ce scénario négatif ne nous mènera nulle part. Le passé ne reviendra pas. Le système économique mondial est à bout de souffle. Aujourd'hui, 25% des jeunes européens sont au chômage. Une génération de plus est sacrifiée. Pour qui ? Pour quoi ? Jusqu'à quand ? Pour quel projet de société ? Nul ne le sait. Sur la planète, il faudra créer 600 millions d'emplois d'ici 10 ans (Rapport de l'Organisation Internationale du Travail janvier 2012). Que ce soit à l'ONU, au G20, au FMI, à l'OCDE, à la CNUCED, à la Banque Mondiale, à l'OMC, à Davos, à Bruxelles ou encore à Paris, personne ne sait comment faire. Sur certains aspects de l'écologie (surpêche, par exemple), nous sommes proches de dommages irréversibles, qui handicaperont définitivement l'avenir. Depuis le 19 août, la population mondiale a consommé la totalité des ressources naturelles que notre planète est capable de renouveler en l'espace d'une année. La Terre est donc entrée en déficit écologique. L'énormité de nos dettes souveraines n'a pas servi de leçon. Nous creusons une dette écologique que nos descendants devront bien embourser un jour. Nous sommes persuadés qu'on y arrivera grâce aux progrès de la science, comme nous étions persuadés que la croissance paierait nos dettes souveraines... Alors que les plus grandes entreprises mondiales (google, microsoft etc..) réussissent parfois à s'affranchir de la concurrence en créant des oligopoles, la plupart des gouvernements (et bien évidemment tous les européens) se sont placés volontairement en situation de concurrence parfaite. Cela a pour seul effet de les appauvrir, et de conférer un énorme pouvoir aux très grands acteurs économiques (chantage aux délocalisations, aux impôts toujours trop élevés, etc...). Le coût payé par les citoyens est énorme. Nous paupérisons nos pays, et enrichissons les plus grandes entreprises mondiales, avec cette course permanente au moins disant. C'est suicidaire. Le refus de traiter la question fiscale en Europe autrement qu'à l'unanimité, est l'exemple typique de cette mise en situation de concurrence parfaite au bénéfice des acteurs économiques. Insensibles aux messages répétés des électeurs, les 28 chefs d'Etats semblent satisfaits. Personne ne tape du poing sur la table. Passons sur la situation de l'école, sur l'individualisme exacerbé dans lequel le système nous a placés au nom de la com-pé-ti-ti-vité, et sur la solitude grandissante dans toutes les classes d'âge et dans tous les milieux. Pouvons-nous compter sur les politiques pour nous sortir de là ? Hélas, le Premier Ministre lui-même estime que la gauche traditionnelle peut disparaître. Il est aussi clair que la droite traditionnelle peut disparaître. De toute façon, le discours politique dominant ne vise qu'à des ajustements techniques, sans véritable remise en cause du système actuel et de ses dérives. Un exemple. Estimant notamment que la situation des 75 millions de jeunes au chômage dans le monde constitue un risque majeur de « déflagration » (sic), le Président du Forum de Davos Klaus Schwab, déclarait dans la presse en janvier 2014 que « la gestion de la mondialisation est un échec collectif » (sic). Ce texte majeur et très inquiétant pour notre avenir peut être consulté sur le site du Comité Pauvreté et Politique. Il n'a suscité aucune réaction de la classe politique. Qu'est ce qu'on en pense à Bruxelles et dans les 28 capitales ? Rien. Pourtant, devant un tel constat, une négociation mondiale est à engager d'urgence, ce qui suppose d'avoir préalablement une vision partagée par les 28 peuples sur l'objectif idéal à atteindre. Les mesures à prendre sont connues. Aucun de ces problèmes n'est évoqué dans les universités d'été ou dans les congrès des partis politiques. En fait nous sommes sur un bateau à la dérive. Il se brisera forcément sur un récif si on ne fait rien. C'est pourquoi, le Comité Pauvreté et Politique a écrit ce livre, publié aux éditions Edilivre :

2030 : faisons un rêve.(Comment les citoyens ont repris en main leur avenir).Censé être écrit en 2030, ce qui le rend original et ludique, ce livre décrit sous forme historique, comment, entre 2010 et 2030, l'action des citoyens a permis de dépasser le néolibéralisme pour accéder au développement durable, évitant ainsi un déclin qui semblait inéluctable.C'est ainsi qu'en 2030, le projet républicain, dans sa dimension la plus large a repris la place qu'il avait perdue. L'école est redevenue performante. L'économie est au service de l'Homme. La finance est au service de l'économie. L'emploi est au rendez-vous. La pauvreté et les inégalités (menaces N° 1 pour le Monde en 2014) ont considérablement diminué. L'Europe a enfin un projet partagé. La mondialisation est plus humaine. Les progrès encore à réaliser sont identifiés.Très accessible au grand public, y compris par ceux qui connaissent mal les mécanismes de la mondialisation, plaisant par son style et sa construction, cet essai ne laissera personne indifférent. Evidemment, il transcende nos clivages droite/gauche, ou encore syndicats/patronat.2030 : faisons un rêve. Editions Edilivre